

**PLATE-FORME POLITIQUE
DU
PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE
D'ITALIE**



PUBLICATIONS DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

1946

P R E F A C E

La traduction en français de la Plate-forme politique du Parti Communiste Internationaliste d'Italie réclame le rappel de quelques points d'histoire qui marquent des moments décisifs du mouvement communiste non seulement italien, mais international.

Si le Parti Communiste Internationaliste d'Italie s'est constitué en septembre 1943, ce n'est pas spontanément, mais sur la base d'une tradition politique précise.

La ligne historique de cette tradition passe par la première guerre impérialiste, la Révolution russe et la constitution de la III^e Internationale; elle passe par la contre-offensive internationale du capitalisme (avec le fascisme en Italie), la contre-révolution en Russie et la dégénérescence opportuniste de l'Internationale Communiste; enfin, par la mort politique de cette Internationale et la marche de la société vers la deuxième guerre mondiale.

Sa ligne politique, dont les étapes correspondent aux événements ci-dessus retracés, c'est la lutte et la rupture avec le réformisme socialiste, la lutte et la rupture avec le courant centriste au sein du nouveau mouvement communiste : dans le Komintern d'abord, mais également plus tard dans l'Opposition Internationale de Gauche, contre les positions du trotskysme.

Ainsi la fondation du Parti Communiste Internationaliste d'Italie est l'aboutissant d'une expérience idéologique, politique et de lutte qui remonte à plus de vingt ans, à la fondation de la section italienne de la III^e Internationale.

**

La constitution du Parti Communiste d'Italie en 1921 se rattachait elle-même à toute une lutte de tendances qui avait lieu dans le vieux parti socialiste face à la guerre impérialiste de 1915-1918 et à la Révolution russe.

« Trois tendances principales se manifestaient dans le parti socialiste. La droite, représentée par la majorité du groupe parlementaire et des dirigeants de la C.G.L., se prononçait contre l'intervention (dans la guerre), à la fois pour des raisons d'intérêt national et de classe, c'est-à-dire dans un sens limité et contingent. Au Parlement, elle adhéra au vote contre la guerre et les crédits de guerre. Mais après l'invasion ennemie de 1917, elle fit tout pour obtenir que le parti transformât cette politique en une adhésion à la défense nationale.

« Le centre, représenté par la direction du parti et par le gros des intransigeants, freina les dirigeants de la C.G.L. et les parlementaires, et refusa à tout moment, même après l'invasion, l'adhésion à la guerre; mais elle repoussait aussi en pratique et en principe toute action de lutte ouverte contre la bourgeoisie et l'Etat en guerre, s'en tenant à la formule de Lazzari : « Ni adhérer, ni saboter ».

« Enfin la gauche, avec une minorité de la direction, mais très écoutée dans le parti, au point de s'égaliser avec le centre dans certaines consultations, et même de l'emporter pour la répression de la tendance opportuniste des députés et des chefs syndicaux, réclama du parti une politique ouvertement révolutionnaire. Elle soutint le mot d'ordre de la grève générale au moment de la mobilisation et souligna le danger pour le parti de céder à la suggestion de Caporetto (c'est-à-dire de l'invasion) sans toutefois jamais parvenir à l'emporter dans la politique d'ensemble du parti. »

La fin de la guerre arrivée, ces trois tendances devaient se retrouver face au problème de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière à travers la lutte armée et face à la Révolution russe.

« Les réformistes de Turati passèrent dans le camp de ceux qui repoussaient comme « antimarxistes » les critères et les caractères du léninisme et de la Révolution d'Octobre.

« Le centre du parti, dirigé par Serrati, directeur de l'Avanti, oscillait gravement : il soutenait en paroles les directives révolutionnaires et parlait même de révolution en Italie (d'ailleurs à tort et à travers); mais en même temps, il se montrait attaché à toutes les positions légales conquises par le parti socialiste en Italie, et désireux de tirer profit, dans des succès électoraux retentissants, de la popularité gagnée dans la campagne contre la guerre. Surtout, il hésitait à rompre avec l'aile droite réformiste, sous le prétexte que si celle-ci s'était mise à l'unisson des sociaux-démocrates (des autres pays) pour diffamer la Révolution russe, elle ne pouvait tout de même pas, en raison de son passé, être rabaissée au rang des social-traitres de guerre.

« Les éléments de gauche au contraire faisaient leur sans conditions la doctrine politique des bolcheviks russes et de la III^e Internationale et tendaient toutes leurs forces pour orienter la lutte de la classe ouvrière italienne vers le pouvoir. »

« Au Congrès de Bologne, en 1919, la majorité du parti ne sut pas se libérer de la position politique contradictoire du centre, alors que pendant ce temps, les luttes sociales s'amplifiaient et auraient exigé une orientation rapide et résolue. »

La scission fut provoquée par la décision de l'Internationale Communiste au Congrès de juin 1920, qui réclamait de tous les partis l'adoption en théorie et en pratique d'un programme communiste et révolutionnaire précis, ainsi que l'exclusion de tous ceux qui s'élevaient contre cette doctrine et cette politique. Elle s'accomplit au Congrès de Livourne en

janvier 1921 : la minorité communiste (qui s'était agrandie et s'appuyait principalement sur les groupes du « Soviet » à Naples — c'est-à-dire la fraction abstentionniste de Bordiga — et de « l'Ordine Nuovo » de Turin) constitua le P. C. d'Italie, section italienne de la III^e Internationale, tandis que les réformistes de Turati ne dissimulaient pas leur maintien de positions anti-communistes et que la majorité restait sur le terrain de la politique « maximaliste » de Serrati, bien définie comme celle de « un pas en avant, deux pas en arrière ».

La scission faite, la gauche italienne eut cette fois à s'affronter avec la direction du Komintern lui-même et tout d'abord sur le problème de la formation des Partis Communistes.

On sait qu'en France, la scission de Tours, patronnée par Moscou, s'était faite « très à droite » entraînant dans le nouveau parti des tendances réformistes et même des individualités qui, pendant la guerre, s'étaient signalées comme des social-patriotes, un Cachin par exemple. En Allemagne, au Congrès de Halle et toujours sur l'inspiration de Moscou, la gauche spartakiste fusionnait avec un courant du centre, la dite gauche du parti indépendant de Ledebour. Il devait en être de même en Italie : car après Livourne, l'Exécutif de l'I. C. réclama la constitution d'une nouvelle fraction dans le parti socialiste, avec laquelle le P. C. italien dût se tenir prêt à réaliser la fusion alors que cette fraction ne représentait pas un courant réellement communiste, mais une tendance « maximaliste » qui par opportunisme préférait l'adhésion à la III^e Internationale à un accord avec Turati.

Une telle politique marquait un grave recul sur celle que les bolcheviks et Lénine avaient appliqué pour la formation du parti communiste russe lui-même et qui avait été, avant et pendant la guerre de 14-18, une lutte et une délimitation intransigeante de fraction aussi bien vis-à-vis du centre conciliateur que de l'opportunisme de droite au sein de la social-démocratie.

Le Parti Communiste d'Italie fût solidaire pour protester contre cette politique du Komintern. Au Congrès de Moscou en 1921, à l'Exécutif élargi de juin 1922 et au quatrième Congrès de novembre 1922, il défendit sur cette question les positions exprimées dans les thèses qui furent acceptées à son deuxième Congrès national de Rome et qui concluaient : « On doit considérer comme un procédé tout à fait anormal l'agrégation au Parti de partis ou fractions de partis. Un groupe qui se distinguait jusqu'à un certain moment par une position programmatique différente et une organisation indépendante, n'apporte pas d'éléments utilement assimilables et ALTERE LA SOLIDITE DE LA POSITION POLITIQUE ET DE LA STRUCTURE INTERNE DE L'ANCIEN PARTI. Dans ce cas, l'augmentation des effectifs est loin de correspondre à un accroissement des forces et de la capacité du Parti et pourrait parfois paralyser son travail d'encadrement des masses au lieu de le faciliter. Il est souhaitable que l'on affirme le plus rapide-

ment possible qu'il est **INADMISSIBLE AU SEIN DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MONDIALE DE DEROGER A DEUX PRINCIPES D'ORGANISATION FONDAMENTAUX : IL NE PEUT Y AVOIR DANS CHAQUE PAYS QU'UN PARTI COMMUNISTE ET ON NE PEUT ADHÉRER A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE QUE PAR LA VOIE DE L'ADHESION INDIVIDUELLE AU PARTI COMMUNISTE DU PAYS DONNE** ».

« Mais la politique dégagée au deuxième Congrès du P.C. d'Italie divergeait aussi dans la tactique de celle que soutenait le Komintern : elle repoussait l'idée du front unique antifasciste avec les autres groupes politiques prolétariens dont les responsabilités avaient été trop graves dans la crise du mouvement ouvrier italien et dont les trahisons avaient été évidentes et continues. Le P. C. tenta de réaliser la mobilisation révolutionnaire des énergies de classe avec, outre un redoublement d'effort dans le domaine de la propagande et de l'organisation, le mot d'ordre de l'Alliance du Travail de toutes les organisations syndicales de classe (C.G.L., Union syndicale italienne, Syndicat ferroviaire), afin de réaliser un mouvement de grève générale capable de briser la tactique fasciste qui consistait à attaquer et à abattre successivement et isolément les forces prolétariennes (1). »

Mais ni dans l'une, ni dans l'autre question, les positions du P. C. d'Italie ne parvinrent à triompher au sein de l'Internationale. Tout d'abord, il dût se plier à la fusion préconisée par l'Exécutif de l'I. C. : « quelque temps après l'arrivée des fascistes au pouvoir, quelques milliers d'inscrits de la fraction « pour la III^e Internationale » qui s'était constituée dans le parti socialiste face à la droite, entraient dans le Parti Communiste ». Puis, peu après le Congrès de Rome, en 1923, la direction de gauche fut éloignée et remplacée par une direction de droite qui, bien qu'ayant accepté les thèses du Parti au Congrès de Rome, devait défendre par la suite le « parti de masse » et remplacer les directives de classe par la revendication d'une reconquête des libertés parlementaires.

En 1924, pourtant, les dirigeants de l'I. C. proposèrent un marché à la gauche italienne lui offrant de reprendre la direction du Parti en Italie et même d'y appliquer la politique qu'elle avait défendue, mais à condition de ne pas se prononcer sur le problème russe et de se solidariser avec la lutte naissante contre Trotsky. Comme un des représentants de la gauche italienne devait plus tard l'écrire « le moment était venu où l'Internationale brisait les données du problème en faisant passer les partis communistes au service de l'Etat soviétique au lieu de faire de celui-ci un instrument de l'Internationale. » « Il ne s'agissait pas d'accepter le terrain de la manœuvre adoptée par le Komintern, pour essayer d'imposer

(1) Toutes les citations précédentes sont tirées de l'article « La linea della tradizione rivoluzionaria nel movimento operaio italiano » paru dans la *Battaglia Comunista*, (n^{os} 15, 16, 17).

la politique du Parti italien (c'est-à-dire la politique qu'il avait préconisé en opposition à l'Exécutif) ; il s'agissait de savoir si, dans la nouvelle situation qui s'ouvrait pour le prolétariat russe et international, il existait une possibilité de défendre en Italie et dans les autres pays les notions fondamentales qui doivent présider au développement de la Révolution mondiale ». Mais à ce moment du cours de la dégénérescence de l'Internationale « aucune autre voie de sortie n'existait en dehors de la démission des postes de direction, rester à la direction du Parti signifiait sacrifier les principes soit pour ce qui regarde le mouvement italien, soit pour ce qui regarde le mouvement international » et en conséquence « compromettre le processus de reconstruction des cadres et des notions théoriques de la lutte ouvrière au sein des partis et de l'Internationale ».

Après son refus, la gauche italienne, qui avait toutefois la majorité du Parti, comme une consultation de 1924 le révéla, était en fait contrainte au silence du fait de l'interdiction en vigueur dans l'I. C., de former des fractions. Ce n'est qu'en 1926, au Congrès de Lyon (1) qu'elle lança par la bouche de Bordiga l'alarme sur le processus de dégénérescence politique de l'I. C., accusant de front le centrisme de Moscou et prévoyant la nécessité de la fondation ouverte de la Fraction de gauche, au prix de la rupture décisive avec le Parti.

Mais le mouvement ouvrier italien se trouvant sous le coup des « lois exceptionnelles » du fascisme, c'est à l'émigration politique que devenait revenir la tâche de continuer la lutte contre le centrisme.

En 1927, l'année où la théorie nationaliste du « socialisme dans un seul pays » triomphait dans l'Internationale, l'année où la politique stalinienne étranglait la révolution en Chine en obligeant le parti communiste chinois à entrer dans le Kuomintang bourgeois et en s'opposant au mouvement de formation des soviets, cette émigration de la gauche italienne fondait la Fraction de gauche du P. C. d'Italie, en France à Pantin.

Au moment où la Fraction de gauche italienne se fonda, le centrisme passait dans tous les pays à l'expulsion massive des tendances de gauche avec, en Russie, le leader de l'Opposition Trotsky.

Un travail politique international visant à surmonter l'énorme confusion provoquée par cette offensive de l'opportunisme dans l'I. C., et donc à enrayer la dispersion et la perte des énergies révolutionnaires, apparaissait comme une tâche primordiale.

Mais de même que dans le Komintern, le Parti Communiste d'Italie s'était heurté au P. C. russe, qui dirigeait effectivement, la Fraction de gauche italienne se heurta cette fois aux positions de l'Opposition russe et à Trotsky lui-même.

(1) A. Lyon, à cause de la situation créée en Italie par la victoire du fascisme.

Dans l'appréciation de la situation, Trotsky parlait en effet du point de vue que le seul fait du maintien de la propriété étatique en Russie conférait à l'Etat soviétique une nature progressive, et ceci en dépit du centrisme et du nationalisme qui en 1927, venaient de triompher dans le parti communiste dirigeant cet Etat. Il considérait de ce fait qu'il existait un antagonisme fondamental entre l'Etat ouvrier à propriété « collective » et les Etats capitalistes à propriété privée, et c'est en fonction de cet antagonisme supposé qu'il analysait les perspectives.

Or, en 1927, la classe ouvrière avait essuyé déjà, grâce à la politique opportuniste que Moscou imprimait à l'Internationale depuis des années, toute une série de défaites dont la dernière était celle de Chine. Trotsky en concluait que son ennemi de classe étant ainsi affaibli, l'Impérialisme allait dès lors s'orienter fatalement et à plus ou moins brève échéance, vers un bloc et une guerre contre l'U.R.S.S., dont le but aurait été la destruction de la dite propriété collective. Son principal grief contre le centrisme (ou stalinisme, comme il aimait à le dire) était d'avoir préparé ainsi, sur le terrain international, les conditions à un retour violent du capitalisme et il considérait que face à une attaque des armées bourgeoises, ce même centrisme serait incapable de défendre l'U.R.S.S.

Se plaçant ainsi sous l'angle spécifiquement national, et de plus avec le préjugé de la nature progressive du capitalisme d'Etat instauré en Russie, Trotsky appréciait mal l'état réel du mouvement ouvrier et la nature politique des forces en présence : la preuve en est que peu avant la victoire de Hitler en Allemagne, en 1933, devant lequel le P.C. allemand capitula sans la moindre bataille, Trotsky persistait à voir dans ce parti la clef d'une victoire révolutionnaire du prolétariat allemand qui aurait renversé de fond en comble la situation et ceci bien que l'opportunisme moscouitaire ait infecté non seulement le mouvement communiste allemand, mais toute l'Internationale Communiste.

Or, les tâches politiques que Trotsky proposait à la gauche communiste de tous les pays découlaient naturellement de son analyse théorique et politique.

Parce qu'il considérait la propriété étatique (qu'il appelait collective) comme progressive et prévoyait la guerre inévitable entre l'Etat soviétique et les Etats bourgeois, l'objectif stratégique qu'il assignait à la gauche était celui de la défense de l'U.R.S.S.

Parce qu'il jugeait le centrisme stalinien comme un « mauvais défenseur » de l'U.R.S.S., il considérait que pour rejoindre cet objectif il fallait à tout prix redresser l'Internationale.

Enfin comme il continuait malgré tout à voir dans le centrisme une force prolétarienne, sur la foi de la lutte de celui-ci, en U.R.S.S., contre la « droite » pour le maintien de la propriété collective, Trotsky n'envisageait la lutte pour le redressement préconisé du Komintern que dans les cadres restreints d'une « opposition ».

Toute autre était l'analyse de la Gauche italienne qui parlait au

contraire du point de vue que « le rôle révolutionnaire de l'Etat russe ne découlait pas de l'existence de la propriété collective des moyens de production mais de la politique qu'il appliquait dans le domaine national et international ». Or, elle constatait qu'« en 1927, le triomphe du centrisme a clôturé une période où le capitalisme avait devant lui un Etat ouvrier et des partis communistes qui luttèrent pour la révolution. Il a ouvert celle où le capitalisme a devant lui l'Etat ouvrier et les partis communistes luttant pour le « socialisme dans un seul pays ».

« Cela signifie que dès lors le critère général pour l'analyse des situations est celui qui classe à côté de la force du capitalisme et de ses agents social-démocrates **AUSSE LA FORCE DU CENTRISME**. La victoire de la théorie nationaliste du socialisme dans un seul pays comporte le déplacement de l'Etat russe lui-même qui devient **UN OBSTACLE ET POUR LA LUTTE DU PROLETARIAT RUSSE ET POUR LA LUTTE DU PROLETARIAT INTERNATIONAL**. »

En conséquence, la Fraction de gauche du P.C.I. repoussait la perspective que Trotsky considérait comme fatale, d'une attaque violente contre l'U.R.S.S. et envisageait au contraire le renforcement des liens entre celle-ci et les Etats capitalistes, sans que pour cela la propriété étatisée en soit nécessairement bouleversée.

C'est d'ailleurs ce qui devait se vérifier; après la victoire de Hitler en Allemagne, la Gauche Communiste italienne pouvait faire remarquer à Trotsky que « c'est après la défaite du prolétariat mondial en février 1933 en Allemagne, que s'est ouverte la phase des meilleurs rapports entre les Etats capitalistes et l'Etat soviétique; l'Etat russe consolide ses positions économiques juste au moment où le prolétariat mondial se voit repoussé par l'offensive de l'ennemi ».

Aussi la Fraction de gauche italienne envisageait-elle d'une manière toute différente de celle de Trotsky les tâches de la Gauche Communiste de tous les pays, en ce qui concerne les objectifs comme les méthodes. Il s'agissait pour elle de sauver le mouvement communiste de la débâcle qui entraînait l'Internationale à sa dissolution, les partis communistes à la trahison et l'Etat soviétique dans le giron du capitalisme, et non de se mobiliser pour la défense de l'U.R.S.S. Et le chemin qu'elle indiquait était celui que Lénine lui-même avait suivi avant la guerre de 1914-1918, dans des conditions historiques différentes, mais face au phénomène identique de la corruption opportuniste du parti social-démocrate : celui du travail de fraction. Elle entendait par là que, partant des bases fondamentales sur lesquelles s'était constitué le mouvement communiste la tâche de la gauche était non seulement de maintenir les principes révolutionnaires contre des partis qui de plus en plus iraient les abandonnant, mais de préparer les conditions subjectives à la renaissance du mouvement communiste de classe en enrichissant le programme primitif par la

critique historique de l'expérience de l'Internationale et de la première gestion ouvrière du Pouvoir.

Mais tandis que sur cette ligne, la Fraction de gauche du P.C.I. proposait à la confrontation internationale les positions sur lesquelles le Parti Communiste d'Italie était resté isolé dans le Komintern et l'établissement d'une plate-forme correspondant à la situation nouvelle concrétisée par la rupture de l'I.C. avec le principe de l'internationalisme en 1927, Trotsky se refusait à toute critique de la politique de l'Exécutif combattue par les communistes d'Italie (et dont il avait été à l'époque le rapporteur contre eux) faisant siennes sans condition les thèses des quatre premiers Congrès de l'Internationale. Par ailleurs, au lieu de travailler à la formation des nouveaux cadres dont l'évolution des partis communistes vers la trahison devait rapidement montrer la nécessité, Trotsky brisait au contraire ces cadres en expulsant de l'Opposition internationale tous ceux qui ne partageaient pas sa position sur le problème russe.

Dans cette lutte, à laquelle se rattachaient directement les chances de maintien de la tradition communiste et de reconstruction du mouvement révolutionnaire, les événements de 1933 en Allemagne devaient marquer une date décisive. En effet la montée du nazisme au pouvoir en Allemagne, c'était la victoire de l'offensive du capitalisme international contre le principal bastion de la lutte de classe en Europe. Ainsi après tout le cours des défaites qui se succédaient continuellement pour lui depuis 1923, le prolétariat se voyait repoussé de manière décisive. La victoire de Hitler ouvrait ainsi un nouveau cours où il serait désormais cantonné dans des positions défensives, tandis que le capitalisme devenu le plus fort s'orienterait vers la seule issue possible pour lui : la guerre. Mais du même coup cette victoire signifiait aussi la mort de l'Internationale Communiste, dont la fonction était de diriger les luttes du prolétariat de tous les pays vers la victoire insurrectionnelle et qui par suite ne pouvait trouver de place que dans un cours d'offensive prolétarienne.

Les événements infirmaient ainsi totalement la politique de l'Opposition trotskyste de gauche qui s'était assigné pour tâche essentielle de redresser cette Internationale. Mais au lieu de reconnaître là un grave avertissement des faits, au lieu donc de réexaminer les bases fondamentales sur lesquelles elle avait établi sa politique, l'Opposition de gauche passa outre. Un coup de barre désordonné à gauche et le « mot d'ordre de « redressement de l'Internationale » fut remplacé par celui de la « constitution des nouveaux partis et de la nouvelle Internationale ».

Une nouvelle phase de la lutte que depuis 1927 la Gauche Communiste italienne menait contre Trotsky et l'Opposition s'ouvrait donc, mais les positions de principe restaient respectivement les mêmes. Partant toujours de la position par laquelle elle affirmait que le mouvement communiste ne pourrait survivre à la victoire de l'opportunisme dans

l'Internationale et à la mort de celle-ci qu'à la condition d'apporter une interprétation marxiste des événements historiques qui étaient à l'origine de cette victoire, qu'à la condition de dépasser théoriquement et politiquement les erreurs commises par cette Internationale, la fraction de gauche du P.C.I. se dressa contre la nouvelle orientation trotskyste comme elle s'était dressée contre la politique du redressement. Mettant ainsi en lumière les conditions subjectives à la formation des nouveaux partis, elle combattait la prétention de Trotsky à réaliser celle-ci sur la base inchangée de la « défense de l'U.R.S.S. » et des quatre premiers Congrès de l'I.C. Mais sa critique portait également sur les conditions objectives requises pour que le mouvement communiste se reconstitue en partis influençant effectivement les masses, conditions dont Trotsky ou bien ne tenait pas compte, ou dont une analyse erronée des perspectives lui faisait admettre l'existence dans la situation en cours. D'une part elle établissait (s'appuyant sur l'expérience de la fraction bolchévique) que le cours de formation du parti était essentiellement un cours où la lutte de classe se livrant dans des conditions révolutionnaires, les prolétaires étaient amenés à se regrouper autour d'un programme marxiste restauré contre l'opportunisme et défendu jusque-là par une minorité; d'autre part, elle montrait que l'existence de conditions révolutionnaires ne s'identifiait pas à l'existence de la crise du régime (permanente depuis 1914) mais dépendait également des forces politiques agissant dans la situation et en particulier du déplacement des Partis Communistes de l'opportunisme à la trahison ouverte et à la collaboration déclarée avec la bourgeoisie; enfin dans le domaine des perspectives, elle considérait que — tant du point de vue de ce déplacement que du point de vue purement social — seule la deuxième guerre impérialiste pourrait donner les éléments pour la réapparition d'un cours révolutionnaire.

Cette nouvelle (et dernière) phase de la lutte entre la Gauche italienne et le Trotskysme pour la reconstruction du mouvement communiste devait se clore avec un bilan totalement négatif du point de vue international.

En effet la Fraction de gauche qui en 1933 avait tenté à nouveau de déterminer une discussion entre les groupes de gauche des différents pays pour la fondation d'autres fractions, échoua à nouveau comme elle avait échoué en 1930; ce furent les positions de l'Opposition russe qui triomphèrent à l'échelle internationale.

Mais par ailleurs l'Opposition de gauche elle-même ne devait pas tarder à conclure son analyse erronée et son orientation opportuniste avec un nouveau tournant, plus retentissant encore que les précédents. Car ayant vainement cherché, à l'état de la situation d'alors, les éléments pour réaliser son mot d'ordre de fondation des nouveaux partis au sein du prolétariat, elle devait finir par aller les chercher au sein de la social démocratie, c'est-à-dire d'un courant qui dès 1914 s'était déjà

éliminé du camp prolétarien en adhérant à la guerre; ce fut la tactique d'entrée dans les partis socialistes.

Ce recours à des forces politiques compromises dans toutes les défaites essuyées par la classe ouvrière au lendemain de la première guerre pour la construction de nouveaux partis, signait définitivement l'acte de mort de l'Opposition en tant que courant capable de réaliser cette construction; d'un point de vue immédiat, elle signifiait la débâcle du mouvement communiste (dont l'avenir ne se trouvait pas dans le centrisme stalinien mais dans la gauche communiste) et l'isolement de la gauche italienne.

**

En conclusion, si ce n'est pas l'émigration politique, laquelle a porté exclusivement tout le poids du travail de la Fraction de gauche (1) qui a eu l'initiative de la fondation du P.C. Internationaliste en 1943, c'est pourtant sur les bases qu'elle a défendues de 1927 à la guerre que cette fondation s'est effectuée. Il y aurait certes encore beaucoup à dire sur son histoire et les positions qu'elle a défendues face à des événements divers et en particulier face à la tragique expérience de 1936-1939 en Espagne. Mais cela dépasserait l'objet de cette préface. Ici, nous avons voulu essentiellement dégager deux faits.

Le premier, c'est la continuité et la progression théorique et politique qui existe entre le Parti Communiste d'Italie de 1921 et le Parti Communiste Internationaliste de 1943 (point n'est besoin, par ailleurs, de s'étendre longuement sur l'idée que le P.C. italien actuel revendiquant la patrie et l'union des classes, remplaçant le programme de la dictature du prolétariat par celui de la République démocratique et enfin pratiquant la collaboration gouvernementale, n'a plus aucune raison de se réclamer de la scission par laquelle les communistes se séparèrent des réformistes en 1921 à Livourne. D'ailleurs ne renie-t-il pas ouvertement cette « politique scissionniste » en réclamant la fusion avec le Parti Socialiste Italien comme un gage de l'unité et de la puissance de la classe ouvrière ?).

Le deuxième fait qui, sur le terrain international où nous nous trou-

(1) Il convient ici de rappeler que la Gauche italienne abandonna le titre de « Fraction de Gauche du P.C.I. » pour celui de « Fraction italienne de la Gauche Communiste Internationale » à un Congrès de 1935. Cela lui fut imposé du fait que contrairement à ses prévisions, la trahison ouverte des I.C. opportunistes au prolétariat n'attendit pas l'éclatement de la seconde guerre. 1935 fut justement l'année où, en liaison avec la « réconciliation » définitive de l'U.R.S.S. avec l'Impérialisme (marquée précédemment par son entrée dans la S.D.N. et l'accord Staline-Laval) le Parti Communiste en France fut conduit à passer à un appui déclaré au gouvernement bourgeois (alors dirigé par Laval). Le changement de titre marquait à la fois une prise de position par rapport à ce « tournant » des P.C. officiels, et le fait que les conditions objectives ne permettaient toujours pas de passer à la fondation de nouveaux partis.

cons, est de nature à nous intéresser tout particulièrement, c'est la place absolument originale occupée par la Gauche Communiste italienne dans le développement de la Gauche Communiste Internationale, comprise dans son sens le plus large et aussi le plus vague. Laissons ici de côté la tendance des « Communistes de Conseils », dite tendance hollandaise, car elle s'est toujours située en dehors du Léninisme sur la conception essentielle du parti de classe.

Il reste deux courants internationaux qui se réclament du Communisme internationaliste : le courant trotskyste représenté par les sections officielles de la IV^e Internationale, mais aussi par une série de dissidences qui, quelle que soit leur répugnance à être assimilées au Trotskysme, s'y rattachent soit par leur maintien de la position de défense de l'U.R.S.S., soit par le fait qu'elles revendiquent l'orientation trotskyste pour la formation des nouveaux partis dès la mort de l'Internationale. Le courant de la Gauche Communiste italienne représenté par le P.C.I. d'Italie et par les forces extrêmement réduites qui se trouvent dans les fractions française et belge de la Gauche Communiste Internationale.

Aujourd'hui le Trotskysme jouit dans différents pays d'une certaine notoriété dont il profite pour se faire passer comme le seul et authentique continuateur du Léninisme. Mais en réalité cette prétention est en contradiction formelle avec les faits : que ce soit face à la guerre impérialiste, dans laquelle son attachement à ce qui n'est plus aujourd'hui, de toute évidence, que l'impérialisme soviétique, l'a compromis et le compromettra encore; que ce soit face au maquis nationaliste, qu'il a appuyé au nom de « l'antifascisme prolétarien », que se soit face à la lutte de classe en général où sa délimitation vis-à-vis de la gauche bourgeoise, prophète des mesures de capitalisme d'Etat et de la reconstruction, consiste en une simple surenchère à contenu réformiste, où il appuie même cette gauche, allant jusqu'à proposer comme un objectif au prolétariat, sa représentation exclusive dans le gouvernement bourgeois; enfin dans toutes les situations et sous tous les aspects, le Trotskysme apparaît nettement, non pas comme un embryon du nouveau mouvement communiste international, mais comme un déchet de l'ancien, comme une dissidence du Stalinisme.

Quant à nous, nous sommes convaincus qu'un mouvement digne du titre de communiste et d'internationaliste ne peut naître sur la base d'une « notoriété » plus ou moins tapageuse, mais sur un ensemble cohérent de principes et de conceptions tactiques, sur une critique historique impitoyable et achevée du fascisme et de la contre-révolution en Russie : et c'est pourquoi nous entendons lutter indépendamment pour le triomphe des positions fondamentales qui sont exprimées dans la plate-forme politique dont nous présentons ici la traduction aux travailleurs de langue française et qui ont une signification internationale.

PLATE-FORME POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE D'ITALIE

Le postulat de la reconstruction en Italie du parti politique de la classe ouvrière, capable d'assurer la continuité de la politique révolutionnaire dans ses traditions nationales et internationales, ne pourra devenir un fait historique effectif que si les forces d'avant-garde du prolétariat s'orientent avec rapidité et décision autour d'un programme de propagande, d'organisation et de lutte, achevé et cohérent.

Dans son application spéciale à la présente lutte politique en Italie, les lignes générales et les points cardinaux de ce programme, correspondant parfaitement aux exigences internationales du mouvement, sont les suivants :

1. La théorie du parti, c'est-à-dire la conception du monde et de la société qui lui est propre, est celle du socialisme scientifique de Marx tel qu'il fut restauré contre les tendances révisionnistes par l'Internationale révolutionnaire, dont la reconstitution accompagna la victoire de la révolution bolchévique en Russie.

2. La conception historique du Parti est celle du Manifeste Communiste de Marx et Engels de 1848 et des applications classiques qu'ils en ont donné à l'histoire de la lutte des classes; sa théorie économique est celle du « Capital » de Marx, complétée en ce qui concerne la plus récente phase du capitalisme par les appréciations essentielles de l'analyse de Lénine dans « L'Impérialisme »; sa politique programmatique est celle qui a été développée d'après la doctrine fondamentale dans « l'Etat et la Révolution » de Lénine et dans les textes constitutifs de l'Internationale de Moscou.

3. L'appréciation historique que le Parti donne des principaux événements de l'histoire mondiale qui se sont vérifiés après la fin de la première guerre impérialiste et la constitution de la III^e Internationale repose sur les principes suivants :

a) Le fascisme est un phénomène historique mondial, expression de la politique de la classe capitaliste dominante, dans la phase où son économie prend des caractères monopolistes et impérialistes. Une caractéristique essentielle du mouvement fasciste est l'attaque et la destruction des organisations autonomes et des formations de classe des travailleurs. Dans cette attaque le fascisme utilise, outre les forces du nouveau parti bourgeois de classe qu'il constitue, celles de l'Etat et de tous les autres

partis bourgeois qui sont ses complices dans cette tâche de contre-offensive et de contre-révolution préventive pour le maintien des principes capitalistes. La thèse que le fascisme consiste en une réaction féodale ou absolutiste médiévale, tendant à détruire les conquêtes sociales et politiques de la bourgeoisie capitaliste industrielle, est repoussée comme anti-historique.

b) Le régime révolutionnaire russe, avec la victoire d'Octobre 1917, revêt un caractère prolétarien très net qui a dépassé historiquement le contenu bourgeois de la révolution anti-tsariste de Février et rompu impitoyablement avec tous les mensonges du libéralisme démocratique et de l'opportunisme « socialiste ». Il commença en même temps ces deux luttes inséparables : l'une pour le renversement violent de l'Etat dans les pays déjà complètement capitalistes ; l'autre pour la transformation sociale de l'économie russe dans un sens communiste. Ces deux objectifs ne pouvaient être poursuivis que parallèlement : aucun des deux n'a été atteint. En défendant et en renforçant le pouvoir dans les grands pays évolués, les forces de conservation du monde bourgeois ont saboté la construction du socialisme en Russie. Le régime russe après les premières réalisations socialistes, a subi une régression qui s'est réalisée peu à peu, mais de manière décisive. L'économie a repris des caractères de privilège et d'exploitation des salariés ; dans le domaine social les couches aisées ont repris de l'influence ; dans le domaine juridique, les formes et les normes de type bourgeois sont réapparues ; dans le domaine politique intérieur, le courant révolutionnaire qui continuait les traditions bolchéviques de la révolution d'Octobre et du Léninisme a été battu et dispersé et a perdu le contrôle du parti et de l'Etat ; dans le domaine international, l'Etat russe a cessé d'être une force alliée de toutes les classes exploitées combattant sur le terrain de la guerre civile pour la révolution dans tous les pays. Il est devenu une des plus colossales forces étatiques et militaires du monde impérialiste moderne, et il participe avec les différents blocs des Etats militaires bourgeois au jeu des alliances et des guerres. Il n'est plus au service d'exigences historiques de classe, mais d'exigences nationales et impériales, c'est-à-dire qu'il ne suit pas une politique extérieure dictée par les intérêts du prolétariat mondial, mais par ceux de la couche dirigeante et privilégiée en Russie.

c) La III^e Internationale n'a pas établi la formulation révolutionnaire et définitive des problèmes de l'organisation et de la tactique qui correspondait à sa puissante base théorique et programmatique.

Elle a admis dans son sein trop de groupements et de couches opportunistes et a pratiqué une tactique trop encline aux manœuvres improvisées et désorientantes ; par suite son postulat, selon lequel il s'agissait d'arriver plus vite au large contrôle des masses pour les guider vers la révolution, a conduit à des résultats tout opposés à ceux

qu'il visait ; il a fait retomber la III^e Internationale dans un processus opportuniste plus grave que celui de la vieille Internationale.

Le développement dans un sens antiprolétarien de la situation mondiale et de la situation intérieure de la Russie, a finalement porté la III^e Internationale du terrain de cette formulation erronée de la manœuvre tactique sur celui bien plus grave d'un abandon progressif des principes, du programme et de la politique révolutionnaires. Actuellement l'attitude des partis communistes qui malgré la liquidation officielle de la III^e Internationale, se réclament toujours de Moscou est celle d'une solidarité ouverte et d'une collaboration effective avec les régimes bourgeois, une attitude de conservation sociale qui fait d'eux les instruments caractérisés de la mobilisation sociale et politique des classes travailleuses au service de l'ordre constitué de la propriété et du capital.

4. La position politique centrale du Parti Communiste Internationaliste dans tous les pays ne sera pas d'attendre, de pousser et de revendiquer par l'agitation, la reconstitution de l'organisation libérale et démocratique de la bourgeoisie, propre à la période dépassée d'un équilibre social transitoire. Ceci avait déjà été établi pour la période de guerre et de lutte apparente des régimes bourgeois qui se définissent comme démocratiques contre les formes fascistes de gouvernement capitaliste. Cela s'applique également à l'actuelle période d'après-guerre, dans laquelle les Etats vainqueurs hériteront et adopteront la politique fasciste après une conversion plus ou moins habile et plus ou moins brusque de leur propagande.

Le Parti repousse donc toute collaboration avec des partis bourgeois et pseudo-prolétariens qui brandissent le postulat faux et trompeur de la substitution de régimes de « véritable » démocratie au fascisme.

Cette politique est avant tout illusoire parce que pour tout le temps de sa survivance le monde capitaliste ne pourra plus s'organiser dans des formes libérales, mais s'orientera toujours plus, dans les différents pays, vers une monstrueuse unité étatique, armée d'une police de classe toujours plus forte et exprimant impitoyablement la concentration économique du patronat ; cette politique est en second lieu défaitiste, parce que (même si des formes démocratiques pouvaient encore avoir dans quelques secteurs secondaires du monde moderne une brève survivance) elle sacrifie à la poursuite de ce postulat démocratique les caractéristiques vitales de beaucoup les plus importantes du mouvement, en ce qui concerne la doctrine, l'autonomie organisationnelle de classe, et la tactique capable de préparer et d'aplanir le chemin de la lutte révolutionnaire finale, but essentiel du Parti ; en troisième lieu elle est contre-révolutionnaire, en ce qu'elle accrédite aux yeux du prolétariat des idéologies, des groupes sociaux et des partis, dont la substance est le scepticisme et l'impui-

sance à rejoindre les buts de cette démocratie qu'ils professent dans l'abstrait; dont la seule fonction et le seul but (correspondant pleinement à ceux des mouvements fascistes) est de conjurer à n'importe quel prix la marche indépendante et l'assaut direct des masses exploitées aux fondements économiques et juridiques du système bourgeois.

5. Dans la situation mondiale présente, la constitution d'un organisme politique internationale est une nécessité de premier ordre. Seront réunis dans cet organisme tous les mouvements locaux et nationaux qui n'hésitent aucunement à se placer en dehors des blocs de la liberté bourgeoise et de la lutte antifasciste spécifique; qui sont en dehors de toutes les suggestions de la propagande que la bourgeoisie fait des deux côtés pour la guerre; qui décident de reconstruire l'autonomie de pensée d'organisation et de lutte des masses prolétariennes internationales; qui ne conçoivent pas l'unité du prolétariat comme le contact hybride de groupes de dirigeants exprimant des programmes absolument discordants; qui comprennent que cette unité ne peut résulter que du dépassement ferme et organique de toutes les poussées particulières dictées par les intérêts d'ordre professionnel ou national pour arriver à la synthèse d'une force agissant pour la révolution mondiale.

6. La présente situation historique de l'Italie ne signifie pas la clôture d'une période de gouvernement fasciste bourgeois et l'ouverture d'une période opposée de politique bourgeoise libérale qui retournerait aux rapports d'avant 1922. Elle signifie l'écroulement de l'appareil de gouvernement et de pouvoir de la classe dominante en Italie, écroulement déterminé non par des crises politiques et par des divergences de méthode au sein de celle-ci, et encore moins par des attaques sociales et politiques décisives de forces extérieures à elle, mais par la défaite militaire et par la prédominance du groupe d'Etats contre lesquels l'Etat bourgeois italien se trouvait aligné dans le conflit.

La situation qui s'est déterminée ne nous montre pas la conquête même partielle du pouvoir politique par des couches prolétariennes ou petites bourgeoises. La reconstitution de l'appareil central de contrôle politique et de police au service des intérêts économiques du capitalisme se fait sous la stricte direction des Etats vainqueurs.

Elle est réalisée sous la forme d'un compromis par lequel la classe dominante du pays accepte la réduction de ses privilèges de souveraineté et d'autonomie dans le gouvernement, afin de pouvoir continuer l'exploitation des classes travailleuses, comme bourgeoisie ou Etat satellite dans la nouvelle organisation mondiale. Il se forme ainsi un système de forces contre-révolutionnaires encore plus efficace que celui du fascisme, lequel n'a été que formellement remplacé.

7. La classe prolétarienne italienne n'a aucun intérêt, ni particulier ni général, ni immédiat ni historique, à appuyer la politique des groupes et des partis, qui, profitant non de leurs forces propres, mais de la ruine militaire du gouvernement fasciste, exercent aujourd'hui le simulacre de pouvoir que le vainqueur en armes a cru devoir laisser à un appareil étatique italien. Le Parti, expression des intérêts prolétariens, doit refuser à tous ces groupes, non seulement sa collaboration au Gouvernement, mais tout consentement à leurs proclamations doctrinales, historiques et politiques, parlant de solidarité nationale des classes, de lutte unifiée entre partis bourgeois et soi-disant prolétariens sur les mots d'ordre de liberté, de démocratie et de guerre au fascisme et au nazisme.

Le refus du Parti à toute collaboration politique ne concerne pas seulement les organes de gouvernement, mais aussi les Comités de Libération, et tout autre organisme ou combinaison similaire sur la même base politique ou sur une quelconque base différente.

Les Comités de Libération nationale se réclament, historiquement et politiquement, d'une finalité et de buts contraires à la politique et aux intérêts prolétariens. En fait, ils ne peuvent même pas se vanter d'avoir abattu le fascisme. Les éléments effectifs de l'action clandestine qui a été développée contre le régime fasciste ont été et sont les réactions spontanées et informes de groupements prolétariens et de rares intellectuels désintéressés, ainsi que l'action et l'organisation que tout Etat et toute Armée créent et alimentent aux arrières de l'ennemi; les chefaillons politiques qui sont apparus comme des mouches du coche sitôt après l'arrivée du vainqueur afin de s'accaparer rapidement les postes avantageux (vieux politiciens vidés ou nouveaux aventuriers à la disposition de n'importe quelle force pourvu qu'elle semble vouée au succès) n'ayant eu qu'une influence minime dans cette action. En réalité le réseau que les partis bourgeois et pseudo-prolétariens ont constitué dans la période clandestine, n'avait pas du tout comme but l'insurrection partisane nationale et démocratique, mais seulement la création d'un appareil destiné à immobiliser tout mouvement révolutionnaire, qui aurait pu se déterminer au moment de l'effondrement de la défense fasciste et allemande.

On retrouve identiques et même aggravés dans les Comités de Libération nationale, l'impuissance foncière et le manque d'initiative du gouvernement italien. Le mot d'ordre d'un transfert du pouvoir à ceux-ci est illusoire dans la réalité et défaitiste du point de vue prolétarien; il constitue un exemple magnifique de ce maximalisme grandiloquent qui, impuissant et défaitiste dans l'action, n'a rien appris de la tragique leçon donnée par la victoire fasciste.

8. Le parti prolétarien révolutionnaire doit repousser toute co-responsabilité, même minime, dans la politique de ces groupes qui ont adopté

l'idéologie de propagande du vainqueur et qui, au lieu de procéder au désarmement sans réserve d'une armée et d'un Etat italiens à jamais vaincus, ont fait cette mise en scène d'un retournement d'alliance sur le terrain de la guerre bourgeoise, sottise manœuvre qui n'a ni sérieusement nui à l'un des blocs en présence, ni avantagé ou seulement dupé l'autre; il doit repousser toute responsabilité politique dans l'armistice qui a été signé par les couches dominantes traditionnelles du pays dans le seul but de continuer à exercer leurs privilèges et leur exploitation; il doit abandonner celles-ci à leur sort dans le traitement que le vainqueur leur réservera dans le jeu de ces forces qui dicteront et organiseront la paix et qui représentent une minorité sociale très restreinte.

9. Le problème de la liquidation du fascisme n'a aucun sens, du fait que le fascisme est le contenu moderne du régime bourgeois. On ne peut le dépasser historiquement et l'anéantir qu'en renversant le pouvoir et les institutions de la classe capitaliste, tâche qui ne peut être réalisée par des coalitions politiques d'autant plus impuissantes qu'elles sont plus hybrides (et qui n'ont nulle intention de détruire le fascisme) mais seulement par l'action révolutionnaire du prolétariat. Par conséquent, le Parti démasque toute la mise en scène et l'attirail de répression contre le fascisme que les gouvernants de l'Italie organisent actuellement. Repérer et persécuter les militants, les « squadrists » et les dignitaires de la période fasciste (qui en grand nombre sont déjà installés dans les hiérarchies actuelles, sans aucun changement de méthode ni de style), ce n'est pas lutter sérieusement contre le fascisme. La seule lutte sérieuse contre lui consiste à démasquer et à frapper les intérêts de classe et les couches sociales qui l'ont mobilisé, les mêmes qui tentent aujourd'hui de garder le contrôle de l'Etat. Seules des forces de classe peuvent frapper ces intérêts et ces couches sociales; et quand elles seront prêtes à le faire, les organismes les plus divers, les hiérarchies les plus disparates (Eglise, Monarchie, Bureaucratie civile et militaire, professionnels de la politique et du journalisme, etc...), qui parlent aujourd'hui de déraciner le fascisme, tous feront bloc du côté contre-révolutionnaire de la barricade.

Le prolétariat politiquement réorganisé repousse donc le mot d'ordre de l'épuration de l'Etat, mot d'ordre qui intéresse seulement la conservation bourgeoise. Les communistes visent à la désagrégation de l'Etat, à sa démolition et à l'ensevelissement de ses infects résidus (dans le sens de la phrase marxiste sur « le capitalisme qui crée ses propres fossoyeurs »).

On abandonnera donc la prophylaxie hypocrite de l'épuration aux réactionnaires.

On repoussera également la politique méprisable des sanctions antifascistes, qui du point de vue juridique ne s'applique qu'à la

période ouverte le 3 janvier 1925 (puisqu'on a acceptée comme historique cette date du calendrier mussolinien dont on a tant abusé). En effet cette politique exprime un fait précis: c'est que le fascisme fut béni et honoré tant qu'il se contenta de frapper sur les organisations révolutionnaires et les organes indépendants du prolétariat, mais qu'il est devenu délinquant, dès le moment où, avec une évidente logique historique, il a été en mesure d'asséner des coups aux complices dont il avait eu besoin dans la première phase, c'est-à-dire aux chefs et aux dignitaires d'un parlementarisme bourgeois pourri.

10. La reconstruction de ses propres cadres, sur la base d'une sûre orientation dans la doctrine et le programme, est une des premières tâches du parti prolétarien de classe, tourné vers le but historique de la prise du pouvoir dans les pays les plus évolués de l'Europe et du monde; doivent confluer dans ces cadres: les forces intactes des vieux militants révolutionnaires qui n'ont pas abandonné la tradition de classe; les éléments les plus mûrs et les plus décidés parmi les travailleurs des villes et des campagnes qui, par suite des dures expériences des dernières périodes, ont conscience de l'antithèse qui oppose leur classe tant à la contre-offensive réactionnaire de la bourgeoisie qu'à l'énorme tromperie de sa mascarade antifasciste actuelle et qui éprouvent peu à peu un malaise insurmontable à rester sous l'influence des faux partis prolétariens d'aujourd'hui; enfin (évitant l'étroite conception travailliste du parti, que les marxistes repoussent), des éléments appartenant à des couches non purement prolétariennes, dont on exigera pourtant d'une façon impitoyable qu'ils dépassent toute hésitation sur les postulats théoriques et politiques propres au mouvement.

11. Les normes d'organisation du parti sont liées à la conception dialectique de sa fonction; elles ne reposent pas sur des recettes juridiques ou réglementaires et dépassent le fétichisme des consultations majoritaires.

Avec la clarté théorique exigée et la droite tactique de classe dans l'action politique, elles doivent arriver à garantir le parti contre l'influence nuisible de cadres non appropriés à ses tâches, dégénérant en hiérarchies opportunistes, sur le type de celles des partis de la II^e et III^e Internationale dans leur phase de désagrégation.

12. Le travail au sein des organisations économiques syndicales des travailleurs, en vue de leur développement et de leur renforcement, est une des premières tâches politiques du Parti. On doit combattre le caractère désormais commun à la politique syndicale tant fasciste que démocratique, qui consiste à attirer le syndicat ouvrier parmi les organes de l'Etat, l'assujettissant de différentes manières à ce dernier, au moyen de tout un appareil juridique.

Le Parti aspire à la reconstruction d'une Confédération syndicale unitaire, indépendante des Commissions d'Etat et agissant avec les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, depuis les revendications locales et de catégorie, jusqu'aux revendications générales de classe. Dans les syndicats ouvriers, entrent les travailleurs appartenant individuellement aux divers partis, ou n'appartenant à aucun; les communistes ne proposent ni ne provoquent la scission des syndicats du fait que les organismes de direction seraient conquis ou détenus par d'autres partis; mais ils proclament de la façon la plus ouverte que la fonction du syndicat ne se complète et ne s'épanouit que lorsqu'à sa direction se trouve le parti politique de classe du prolétariat. Toute autre influence sur les organisations syndicales prolétariennes, non seulement leur enlève leur caractère fondamental d'organismes révolutionnaires (qui a été démontré par toute l'histoire de la lutte des classes) mais les rend stériles même pour la simple poursuite des améliorations économiques immédiates et en fait un instrument passif des intérêts patronaux.

La solution qui a été donnée en Italie à la reconstitution de la centrale syndicale a été un compromis, réalisé non pas entre trois partis prolétariens de masse — qui n'existent pas — mais entre trois groupes de hiérarchies et de cliques extra-prolétariennes, prétendant à la succession du régime fasciste; cette solution doit être combattue en incitant les travailleurs à renverser cet échafaudage de contre-révolutionnaires de profession.

Le mouvement syndical italien doit retourner à ses traditions d'appui étroit et déclaré au parti prolétarien de classe, en s'appuyant sur la renaissance de ses organismes locaux, les glorieuses Bourses du Travail, qui aussi bien dans les grands centres industriels que dans les zones rurales ont été les protagonistes de grandes luttes ouvertement politiques et révolutionnaires.

13. La politique du Parti dans la question agraire, pour répondre à la conception marxiste, doit tendre à créer des alliés du prolétariat industriel dans les campagnes, sans oublier que ces alliés existent déjà et sont représentés par les travailleurs directs de la terre, salariés et journaliers. Par ailleurs, on doit inciter et pousser les travailleurs directs non salariés à prendre conscience de l'opposition de leurs intérêts sociaux à ceux de la bourgeoisie des villes et de la campagne. Mais on ne doit pas pour cela élever à la hauteur d'une tâche historique l'abolition d'une soi-disant survivance féodale dans certaines régions d'Italie, ni arriver à une apologie de la fragmentation des entreprises agricoles qui, dans d'autres régions, a été déterminée par des conditions matérielles et techniques et que l'on ne peut pas ne pas considérer comme un élément contre-révolutionnaire. La conquête de la terre par les paysans, n'est

pas un postulat que le régime bourgeois, fasciste ou libéral, puisse proposer et réaliser; mais il n'est pas non plus la juste expression des tâches économiques d'un régime prolétarien dans les campagnes: car tout en brisant les privilèges fonciers de nature strictement parasitaire qui grèvent les petites entreprises, ce régime y orientera ses mesures économiques et sociales et sa politique de manière à ôter le plus rapidement possible aux travailleurs des champs, le caractère bourgeois de propriétaires de la terre et de ses produits.

14. Dans la période de reconstruction de l'appareil productif dévasté, le Parti prolétarien s'oppose à la prétendue nécessité d'une collaboration même temporaire entre patrons et travailleurs; il dénonce l'aggravation certaine des contrastes de classe et le redoublement de l'exploitation des salariés pour une réaccumulation des richesses entre les mains des entrepreneurs et des bureaucraties d'Etat, qui ont leurs intérêts liés à ces derniers.

La politique économique de l'Etat, reprenant et développant les directives sociales du fascisme, présentera comme une concession aux classes travailleuses la formation d'un capitalisme d'Etat: en réalité, celle-ci représente le renforcement de la forteresse de la classe patronale et de la police bourgeoise; les mots d'ordre ineptes de socialisations des monopoles ne servent qu'à travestir ce renforcement et s'en font les complices. Par la formation de ce capitalisme d'Etat, les puissants monopoles industriels et bancaires feront payer à la collectivité, c'est-à-dire à ceux qui dépendent d'eux, le passif de la reconstruction de leurs entreprises et de leurs patrimoines.

La revendication des partis officiels: communiste, socialiste et catholique, pour la socialisation des *latifundia*, des monopoles industriels et financiers, signifie tout le contraire d'une confiscation des profits en vue de leur restitution et de leur distribution aux exploités (conquête qui n'est d'ailleurs qu'une petite partie du socialisme). Elle représente pratiquement la socialisation du passif de l'économie patronale italienne qui a été terrassée par la défaite, du fait que tous les travailleurs devront payer le déficit de cette économie au travers d'une aggravation de leurs conditions de rétribution, déjà défavorables.

Le Parti prolétarien s'élève avec décision contre les mots d'ordre de l'Etat patron, qui n'ont rien de commun avec la revendication du socialisme que le pouvoir révolutionnaire réalisera en disputant le terrain à l'économie privée mercantile et monétaire, sur laquelle se base l'exploitation capitaliste.

15. Toutes les forces centrifuges, qui comme les tendances séparatistes, autonomistes et régionalistes, ont une influence dissolvante sur l'unité compacte de l'Etat bourgeois, peuvent faciliter son abatement

révolutionnaire. Mais le Parti prolétarien n'accepte pas les conceptions abstraites de décentralisation et d'autonomies locales. En effet et en premier lieu, il sait que la tendance moderne va vers la centralisation totalitaire de la gestion administrative, non seulement nationale mais internationale. En second lieu, il prévoit que dans le régime bourgeois les organes locaux présenteraient une faiblesse et des bilans déficitaires encore plus désastreux que ceux de l'organe central et qu'ils ne réserveraient aux travailleurs aucun allègement, même contingent, de leurs conditions de vie; enfin il déclare que la nouvelle économie prolétarienne, supérieure à l'économie bourgeoise, se basera sur des plans rationnels, emboîtant et reliant de manière unitaire toutes les activités productives; cette œuvre ne peut être confiée à la bourgeoisie monopoliste ni à d'illusoire gouvernements de compromis, mais au régime de la dictature du prolétariat qui s'instaurera au travers d'une ouverte offensive de classe et sera garanti de la dégénérescence bureaucratique et de la restauration des privilèges par l'irruption mondiale de la Révolution.

16. La soi-disant question constitutionnelle, c'est-à-dire celle du remplacement de la Monarchie par la République, ne représente pas en elle-même un apport pour de nouvelles solutions sociales; pas plus qu'elle ne l'a représenté dans le régime italien du Nord (1). Le prolétariat révolutionnaire a intérêt à clouer la dynastie des Savoie à sa responsabilité historique dans la contre-offensive bourgeoise du fascisme, exactement comme il a intérêt à clouer à la même responsabilité tous les groupes sociaux des classes privilégiées italiennes et toutes les hiérarchies des partis qui, pour servir la classe dominante, se placent aujourd'hui sur le terrain de la collaboration et de l'unité nationale.

Le prolétariat révolutionnaire, lorsqu'il sera en mesure de mettre en pièces l'appareil de l'Etat bourgeois, réservera le même sort à son chef juridique conventionnel, qu'il soit roi ou président. Les caractères réactionnaires et défaitistes de la dynastie en Italie, précisément parce qu'ils sont évidents pour tous les prolétaires conscients, rendent inadéquates toute tactique de bloc politique qui voudrait créer une rupture entre les partis qui entendent sauver la Monarchie et ceux qui demandent son abolition. En fait, on ne peut exactement définir aujourd'hui ce que serait la ligne d'une telle rupture; l'évolution militaire de la guerre a fait osciller celle qui existait entre fascistes et antifascistes: de la même manière les décisions des Etats vainqueurs feront osciller de la façon la plus imprévue la séparation existant aujourd'hui, parmi les politiciens opportunistes italiens, entre royalistes et républicains et entre les adversaires de la Monarchie par principe, de celle des Savoie en

(1) Or se souviendra que lors de son retour au pouvoir, en septembre 1943, Mussolini instaura la République dans le nord de l'Italie.

particulier, et ceux qui se limitent à un choix jésuitique entre le grand-père, le père et le fils.

Le Parti prolétarien mettra en garde les masses contre la politique conservatrice avisée des courants royalistes italiens, qui, poursuivant l'interminable série des conversions entre la droite et la gauche, non seulement savent se présenter comme parfaitement indépendants des institutions fascistes, mais opposent d'une manière réaliste à la fausse rhétorique des démocrates, l'antithèse existant entre la monarchie de régimes prétendus libres comme l'Angleterre et la république de régimes fascistes comme l'Allemagne.

17. La substitution de la République à la Monarchie ne représente pas une solution au brûlant problème social qui se pose en Italie; de la même manière, on ne peut pas non plus considérer comme telle la convocation d'une Assemblée représentative élue à pouvoirs constituants. Tout d'abord, l'influence d'une telle Assemblée aurait des limites très restreintes: car après les forces militaires d'occupation, des forces armées (définies et disposées à l'avance par l'organisation de la paix qui suivra le conflit actuel et entrera en vigueur dans tous les Etats satellites) resteront en permanence sur le territoire où cette Assemblée devrait exercer une pleine souveraineté. De toute façon, quelle que puisse être la tactique du Parti (simple participation à la campagne électorale par une propagande écrite et orale, ou présentation de candidats ou intervention au sein de l'Assemblée) elle devra non seulement s'inspirer des principes programmatiques de celui-ci, mais encore proclamer ouvertement qu'en aucun cas la consultation électorale ne peut offrir aux classes exploitées la possibilité d'exprimer réellement leurs besoins et leurs intérêts et encore moins de parvenir au pouvoir politique.

Le Parti se distinguera de tous les autres partis italiens du moment, tout d'abord parce qu'il ne se portera pas sur le marché des combinaisons et des regroupements électoraux; ensuite, parce qu'il repoussera par principe et *a priori*, cette position d'abdication (que tous les autres partis soutiendront) selon laquelle le programme politique à réaliser et à accepter sans résistance ultérieure serait celui qui prévaudrait au sein de la majorité numérique de l'Assemblée et qui est donc encore inconnu; enfin parce que, à l'encontre de ces partis, dans l'hypothèse abstraite (mais pratiquement certaine) où la victoire électorale laisserait survivre les institutions fondamentales du capitalisme, sous leur forme constitutionnelle actuelle, le Parti — tout en n'étant qu'une minorité du point de vue démocratique — continuera sa lutte pour abattre du dehors ces institutions.

Seuls la conjoncture historique et le rapport de forces (et non l'autorité des majorités constitutionnelles) détermineront la portée de cette lutte qui, suivant les possibilités, de la dynamique de classe, va de la

critique théorique à la propagande d'opposition politique, à l'agitation anti-capitaliste incessante et jusqu'à l'assaut révolutionnaire armé.

Le Parti dénoncera surtout comme contre-révolutionnaire tout mouvement qui, en vue d'une agitation plus facile et de succès électoraux, déclare utile de simuler à l'avance une obéissance à la souveraine validité de la consultation parlementaire, et prétend être capable de passer de cette politique équivoque (que l'on a bien souvent expérimentée dans l'histoire et qui chaque fois a entraîné la corruption et le désarmement des énergies révolutionnaires) à une attaque contre le régime établi.

Dans les élections locales, le Parti ne doit pas, pour des intérêts contingents, s'écarter de l'objectif général qui consiste à délimiter de toutes les autres la responsabilité et la position des forces prolétariennes et à poursuivre d'une manière conséquente l'agitation de ses revendications historiques générales.

Dans des phases plus mûres de la situation, qui ne peuvent visiblement se développer qu'en étroite connexion avec la situation des différents pays d'Europe, le Parti se prépare et prépare les masses à la constitution des Soviets, à la fois organes représentatifs sur une base de classe et organes de lutte, et à l'élimination de tout droit de représentation pour les classes économiquement exploitrices.

En ce qui concerne la construction des organismes prolétariens de toute nature, d'avant et d'après la Révolution, le Parti ne fait aucune distinction entre les travailleurs des deux sexes. Le problème du vote de la femme dans le régime représentatif actuel est pour le Parti un problème secondaire; il ne peut en effet être posé en dehors du terrain critique où l'exercice du droit de vote apparaît comme une pure fiction juridique dans un milieu où l'inégalité économique crée des assujettissements insurmontables: un de ceux-ci est l'assujettissement du sexe féminin, dont l'émancipation n'est concevable que dans une économie qui ne sera pas de type personnel et familial.

18. Le Parti repousse tout mot d'ordre d'armement national et de guerre; il considère l'autonomie de l'Etat bourgeois italien et son armée comme détruites sans appel par la défaite. Le prolétariat, soustrait à la saignée dans laquelle la politique fasciste de guerre l'a conduit, refuse les nouveaux sacrifices que les classes privilégiées et les politiciens, cherchant servilement à se procurer les bonnes grâces du vainqueur, lui demandent.

Le Parti prolétarien doit s'opposer à la participation à la guerre — proche ou lointaine.

En ce qui concerne la lutte partisane et patriotique contre les Allemands et les fascistes, le Parti dénonce la manœuvre de la bour-

geoisie internationale et nationale qui, avec sa propagande pour la renaissance d'un militarisme d'Etat officiel (propagande qu'elle sait vide de sens) vise à dissoudre et à liquider les organisations volontaires de cette lutte, qui dans beaucoup de pays ont déjà été attaquées par la répression armée.

Ces mouvements, qui n'ont pas une orientation politique suffisante, expriment tout au plus la tendance de groupes prolétariens locaux à s'organiser et à s'armer pour conquérir et conserver le contrôle des situations locales et donc du pouvoir. Cette tendance est emprisonnée par une double illusion: tout d'abord que, dans leurs promesses, les Etats en guerre avec l'Axe entendaient par liberté un régime dans lequel les masses populaires auraient conservé le droit, non seulement au bulletin de vote, mais aussi à l'armement direct; ensuite qu'il soit possible, après avoir profité de l'aide technique des organisations militaires officielles pour cet armement, de leur forcer la main et de ne pas rendre les armes de la Libération escomptée aux nouvelles autorités et polices.

La tâche du Parti révolutionnaire est de poser clairement les postulats sociaux de classe, face à ces tendances qui constituent un fait historique de premier ordre, même si on tient compte des exagérations d'une propagande facile. Le Parti met donc en évidence que la tactique prolétarienne exige en premier lieu que les éléments les plus combattifs et les plus résolus trouvent finalement la position politique et l'organisation qui leur permettra — après avoir longtemps donné leur sang pour la cause des autres — de se battre enfin et seulement pour leur propre cause et de mettre ainsi terme à la terrible épreuve qu'ils ont subi au service d'ennemis de classe plus ou moins déclarés.

19. Le prolétariat et son parti n'ont à donner leur appui, ni aux revendications que pourrait créer, après la paix, la question de l'établissement des frontières territoriales de l'Italie par les vainqueurs, ni aux nouvelles manifestations d'irrédentisme, qui pourraient surgir de la menace d'une perte de provinces limitrophes à l'Est.

Dans la phase où la bourgeoisie tentera pour la première fois d'établir sur un plan international des solutions ne visant qu'à la conservation de son régime, la classe prolétarienne — avec encore plus de vigueur qu'en 1914-15 — se refusera à considérer les solutions territoriales établies sur la base de la nation, de l'ethnographie ou de la langue, comme des étapes à atteindre avant de pouvoir poser, pour l'Europe et le monde, la revendication maxima de l'internationalisme.

Le mouvement communiste européen dénoncera l'irrédentisme italien; mais en même temps il devra combattre l'irrédentisme yougoslave, qui est au même titre que le premier, une forme de propagande du brigandage impérialiste. La dynastie et le régime bourgeois italiens sont bien

dignes d'être déjà passés à l'état de souvenir, parmi les rébuts de l'histoire; mais la dynastie et le régime du royaume S.H.S. ne le sont pas moins. Si en Italie la Monarchie et l'Etat se sont appuyés sur une des régions socialement les plus évoluées du pays (n'aboutissant pourtant qu'à un échec complet dans leur mission d'unification) en Yougoslavie, le régime repose en fait sur la partie la moins évoluée et la moins civilisée: la Serbie. Si la Maison des Savoie a grandi au travers de la tromperie et de l'intrigue politique, celle des Karageorgevitch s'est affirmée au travers de l'assassinat politique. Dans leurs « éditions » actuelles ces deux militarismes adoptent les balivernes de la démocratie; mais dans la période qui a suivi la première guerre mondiale, ils ont tous deux compté parmi les Etats les plus féroces et les plus oppresseurs. Aussi, une éventuelle république de Tito ne serait ni meilleure ni pire que la république bourgeoise conservatrice qui pourrait s'instaurer en Italie.

Dans ce problème, les prolétaires révolutionnaires d'Italie collaboreront, non avec leur bourgeoisie, mais avec leurs camarades serbes, croates et slovènes, pour le renversement de tous les nationalismes et pour l'Europe socialiste.

20. Le Parti communiste prolétarien ne peut commettre l'erreur colossale de considérer la puissante organisation de l'Eglise comme neutre dans les conflits de classe. Il ne peut pas se laisser induire en cette erreur, car c'est un fait historique que l'Eglise, après avoir été le creuset politique et social des régimes pré-bourgeois, est actuellement passée à une position de solidarité totale avec les institutions capitalistes issues de la révolution démocratique. C'est justement à cause de ce fait que l'Eglise doit être considérée comme un facteur de premier ordre dans la conservation de ces institutions. Cela est d'autant plus vrai, lorsque, comme en Italie, elle s'est réconciliée avec l'Etat et inspire des partis qui n'ont abandonné leur position antidémocratique et socialement arriérée qu'en échange de l'abandon correspondant de l'anticléricalisme maçonnique par les partis bourgeois.

Certes, devant la collaboration sans réserve entre catholiques et gauche démocratique, le Parti prolétarien de classe ne retournera pas à l'anticléricalisme bourgeois de type maçonnique, que ses meilleures traditions ont fièrement combattu. Il n'opposera pas à la religion cet athéisme du vieux type bourgeois, qui s'inspire de la formule anti-marxiste selon laquelle il faudrait d'abord libérer les consciences de l'obscurantisme religieux pour pouvoir ensuite prétendre libérer les classes inférieures de l'exploitation sociale. Mais dans sa propagande, le Parti doit mettre en évidence l'opposition fondamentale existant entre sa théorie du monde et de l'histoire et toutes les conceptions transcendantes, mystiques et religieuses. Enfin il déclare comme incom-

patibles, l'appartenance à des associations et à des confessions religieuses de quelque rite que ce soit et l'admission dans les rangs révolutionnaires.

Après la révolution, le régime prolétarien, considérant qu'il est impossible qu'elles n'aient pas un caractère politique, éliminera par principe toutes les associations religieuses quelles qu'elles soient. Du fait que les masses, libérées des formes extrêmes de la dépression économique actuelle, s'orienteront toujours plus vers la connaissance scientifique et la doctrine du Parti, celui-ci se proposera de faire disparaître toute croyance religieuse.

Dans sa campagne de clarification politique et théorique, le Parti devra viser, en même temps que ces conceptions religieuses, les conceptions de nature « immanente » qui soutiennent que l'activité humaine doit être régie par des forces et des valeurs immatérielles situées dans une sphère d'action purement idéale.

Ces conceptions peuvent être des éléments de dégénérescence théorique encore plus dangereux que les conceptions transcendantes, qui en créant un au-delà incompréhensible, n'opposent pas le même obstacle à une connaissance concrète des rapports réels. En conséquence, on ne considérera pas comme un progrès vers la doctrine communiste l'athéisme qui retomberait dans une incrédulité et un « illuminisme » de nature bourgeoise.

21. Le parti prolétarien, en Italie comme dans le monde entier, doit se distinguer de la confrérie de tous les autres mouvements politiques, ou mieux, des pseudo-partis d'aujourd'hui, par son interprétation historique fondamentale du phénomène de la démocratie et du fascisme et par son appréciation originale de leurs rapports en tant que types d'organisation du monde moderne.

A son origine, qui remonte environ à cent ans en arrière, le mouvement communiste devait et pouvait, afin d'accélérer tout mouvement déclenché contre les conditions sociales existantes, admettre l'alliance avec les partis démocratiques, car ceux-ci avaient alors un rôle historique révolutionnaire. Aujourd'hui, ce rôle est depuis longtemps épuisé, et ces mêmes partis ont une fonction contre-révolutionnaire. Le Communisme, malgré les défaites du prolétariat dans des batailles décisives, a accompli en tant que mouvement des pas gigantesques.

Sa caractéristique actuelle est d'avoir historiquement rompu et dénoncé (depuis que le capitalisme est devenu impérialiste; depuis que la première guerre mondiale a révélé la fonction contre-révolutionnaire des démocrates et social-démocrates) toute politique d'action parallèle, même momentanée, avec la démocratie. Dans la situation qui succédera à la présente crise, le Communisme, ou bien se retirera de la scène

historique englouti dans les sables mouvants de la « démocratie progressive », ou bien il agira et luttera tout seul.

Le Parti révolutionnaire du prolétariat, en Italie et dans le monde, ne resurgira que dans la mesure où il se distinguera de tous les autres partis, et avant tout, du faux communisme qui se réclame du régime actuel de Moscou, dans la tactique politique. Il dénoncera impitoyablement le défaitisme de toutes les prétendues manœuvres de pénétration et d'encerclement qui sont présentées comme une adhésion passagère aux objectifs des autres partis et mouvements et que l'on justifie en promettant, dans le secret du cercle fermé des adhérents, que ces manœuvres ne servent qu'à affaiblir et à circonscrire l'adversaire et qu'à un certain moment, on rompra les alliances et les ententes pour passer à l'offensive de classe. Cette méthode s'est avérée seulement capable de conduire à la désagrégation du Parti révolutionnaire, à l'incapacité de la classe ouvrière à lutter pour ses propres buts et à la dispersion de ses meilleures énergies dans une lutte qui n'assure de résultats et de conquêtes qu'à ses ennemis.

Comme il y a un siècle dans le « Manifeste », les communistes dédaignent de dissimuler leurs principes et leurs buts et déclarent ouvertement que ces buts ne pourront être atteints qu'avec la chute violente de toutes les organisations sociales qui ont existé jusqu'à aujourd'hui.

On pourrait émettre l'hypothèse que dans la phase actuelle de l'histoire mondiale, des groupes bourgeois démocratiques conservent un reste de fonction historique en ce qui concerne les problèmes de la libération nationale, de la liquidation d'îlots arriérés de féodalisme et autres résidus semblables de l'histoire. Mais même dans ce cas, le développement d'une telle tâche ne serait pas favorisé par l'abdication du mouvement communiste et par son adaptation passive à ces revendications démocratiques qui ne sont pas siennes. C'est au contraire en vertu de l'opposition implacable des prolétaires communistes à l'apathie et à la fainéantise irrémédiables des groupes petit-bourgeois et des partis bourgeois de gauche, que cette tâche pourrait être développée de la manière la plus décisive et la plus concluante, pour faire place à une phase ultérieure de la crise bourgeoise.

En correspondance avec ces directives qui ont une entière valeur sur le terrain mondial, et dans la terrible situation de dissolution qui frappe actuellement tous les cadres sociaux, toutes les classes et les partis, du point de vue doctrinal et pratique, un mouvement communiste en Italie doit représenter un violent appel à une clarification impitoyable de la situation.

Fascistes et antifascistes, royalistes et républicains, libéraux et socialistes, démocrates et catholiques, qui se stérilisent chaque jour davantage dans des débats vides de tout sens théorique, dans des riva-

lités méprisables, dans des manœuvres et des marchés répugnants, devraient ainsi recevoir un défi impitoyable qui les obligeât tous à mettre à nu les positions réelles des intérêts de classe, nationaux et étrangers, qu'en fait ils représentent et à rendre compte de leur tâche historique si, par aventure, ils en avaient encore une.

Si dans la désagrégation et la fragmentation actuelles de tous les intérêts collectifs et de groupe, une nouvelle cristallisation de forces politiques combattant ouvertement, est encore possible en Italie, la renaissance du Parti prolétarien révolutionnaire pourra alors déterminer une situation nouvelle.

Lorsque ce mouvement, qui sera le seul à proclamer ses buts maxima de classe, son totalitarisme de parti et l'âpreté des limites qui le séparent des autres, aura tourné la boussole politique dans la direction du nord révolutionnaire, tous les autres seront obligés à avouer leur déroute.

La lutte politique pourra alors être affranchie de toute influence rhétorique et démagogique, libérée des politiciens professionnels et affairistes, dont la classe dominante italienne a été progressivement infestée au cours de son histoire.

On a déjà annoncé dans le fascisme une phase aiguë de la désagrégation pathologique de la société: mais aujourd'hui les masses prolétariennes constatent plus clairement chaque jour que personne n'a arrêté ni renversé le processus qui au contraire se poursuit inexorablement, malgré les remèdes tant vantés des charlatans de la démocratie, et elles sentent que seule la chirurgie radicale de la révolution pourra y mettre fin.

Lisez la presse de la Gauche Communiste Internationale :

ITALIE

“BATTAGLIA COMUNISTA” hebdomadaire organe du P. C. Inter.
d'Italie. 12, Via Ceresio, Milan.

“PROMETEO” Revue théorique mensuelle du P. C. Inter. d'Italie
12, Via Ceresio, Milan.

BELGIQUE

“L'INTERNATIONALISTE” organe de la Fraction Belge de la G.C.I.
S. Rush, 46, rue de Flandre Bruxelles.

FRANCE

“L'INTERNATIONALISTE” nouvelle série de “l'Étincelle” organe de
la Gauche Communiste (Fraction Française de la G. C. I.) B. Pommier
Boîte Postale n° 61 Levallois (Seine)

PRIX: 25 FRS